

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 1314

[C — 2002/27347]

27 MARS 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon portant création d'une cellule fiscale de la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut pécuniaire des fonctionnaires de la Région;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mai 2000 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2001;

Considérant que le préalable indispensable à la mise en place d'une structure administrative permanente propre à la Région, chargée de l'exécution de l'ensemble des compétences fiscales, est la création d'une cellule fiscale, composée notamment d'experts afin d'effectuer un travail d'analyse de fonctions, de procédures, d'inventaires de moyens humains et logistiques ainsi que de préparer le transfert des services du Fédéral et de la Communauté française vers la Région wallonne;

Considérant qu'il importe que cette cellule soit composée notamment de fonctionnaires fédéraux maîtrisant ces compétences fiscales;

Vu la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des Communautés et extension des compétences fiscales des Régions;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 février 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 février 2002;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique;

Vu le protocole n° 346 du Comité de secteur XVI, établi le 22 mars 2002;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il importe de mettre en œuvre d'urgence cette structure administrative en vue de respecter les objectifs poursuivis par le Gouvernement wallon en termes d'exercice de compétences fiscales;

Considérant qu'il importe de donner une base réglementaire à la mise à disposition de personnel;

Sur proposition du Ministre du Budget;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Il est institué une Cellule fiscale provisoire auprès du Gouvernement wallon chargée de l'assister dans l'exécution du transfert des compétences fiscales reprises dans la loi spéciale du 13 juillet 2001 modifiant la loi spéciale du 16 janvier 1989; ci-après dénommée « la Cellule ».

Elle est placée directement sous l'autorité du Ministre du Budget.

La Cellule est constituée pour une durée de trois ans.

Le Gouvernement wallon décidera de la date de la fin de la mission par arrêté.

Art. 2. La Cellule a pour mission d'assister le Gouvernement wallon dans l'exécution du transfert des compétences fiscales visées à l'article 3 de la loi spéciale de financement du 13 juillet 2001 modifiant la loi spéciale du 16 janvier 1989.

Dans ce sens, elle veillera notamment à :

1° assurer le suivi administratif et technique des deux accords de coopération fiscaux (Agence de l'Information patrimoniale et échange d'informations);

2° procéder à l'analyse des moyens et des ressources affectées à chaque taxe et impôt régional visé à l'article 3 de la loi de financement et établir les structures de coût;

3° établir un rapport d'opportunité sur le transfert, par famille d'impôt, des services de perception de la Communauté française et du Fédéral vers la Région;

4° établir un plan opérationnel de transfert des moyens en ressources humaines, informatique et logistique administrative vers la Région;

5° émettre des recommandations sur une réorganisation de l'ensemble des services à transférer, en tenant compte, notamment, du code de recouvrement du 6 mai 1999 en visant à les intégrer à terme au sein de la future structure fiscale;

6° établir un schéma global d'organisation au niveau de la Région des nouveaux services fiscaux, et, corollairement, de proposer une structure administrative susceptible de les accueillir;

7° organiser le transfert effectif des différents services régionaux, communautaires et fédéraux dans l'administration fiscale régionale.

Art. 3. Chaque mission fait l'objet d'un plan de travail opérationnel reprenant les objectifs poursuivis, un descriptif des actions à mettre en œuvre et des moyens à affecter, ainsi qu'un échéancier.

Ce plan est approuvé par le Ministre du Budget.

Art. 4. La Cellule établit tous les trois mois un rapport d'activités au Ministre du Budget décrivant de manière synthétique les travaux de la Cellule.

Le Ministre du Budget rend compte trimestriellement au Gouvernement wallon de l'avancement des travaux de la Cellule.

Art. 5. § 1^{er}. La Cellule est dirigée par un consultant désigné au terme d'une procédure négociée avec publicité. Ce consultant possèdera le profil de manager de haut niveau dans le secteur privé ayant de surcroît une expérience significative au sein d'une Administration fiscale fédérale.

§ 2. Outre le dirigeant de la Cellule visé au § 1^{er}, le personnel de la Cellule fiscale comprend :

- a) un agent de niveau 1 de l'administration fiscale fédérale titulaire d'une échelle barémique minimale 10, S 3;
- b) un agent de niveau 1 de l'administration fiscale fédérale titulaire d'une échelle barémique minimale 10, S 2;
- c) cinq agents de niveau 1;
- d) un agent de niveau 2+.

§ 3. Les personnes visées au présent article sont désignées par le Gouvernement wallon, sur proposition du Ministre du Budget.

Art. 6. Les traitements des agents désignés par le Gouvernement wallon sont à charge du budget de la Région wallonne.

Art. 7. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 9, il est alloué aux agents de la Cellule visée à l'article 1^{er} qui ne font pas partie du personnel des services du Gouvernement ou plus généralement de tout service public, une allocation tenant lieu de traitement fixée dans les échelles ci-après applicables au personnel des Ministères :

A5 : pour un agent de niveau 1;

A6 : pour les autres agents de niveau 1;

B1 : pour l'agent de niveau 2+.

§ 2. L'agent de niveau 2+, visé au § 1^{er} du présent article bénéficie d'un supplément d'allocation équivalent au supplément d'allocation prévu pour le personnel d'exécution par l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mai 2000 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2001.

Art. 8. § 1^{er}. Si le personnel visé à l'article 5, § 2, literas *c* et *d*, a déjà la qualité d'agent des services du Gouvernement, il est détaché de son service pour la durée de sa désignation.

§ 2. La rémunération ainsi que les chèques-repas des fonctionnaires et des agents contractuels détachés des services du Gouvernement restent à charge de ceux-ci. Les agents contractuels des services du Gouvernement conservent, au même titre que les agents statutaires, leur rémunération augmentée de l'allocation visée à l'article 9.

Art. 9. Il est accordé aux agents détachés à la Cellule une allocation fixée comme suit :

§ 1^{er}. L'agent visé à l'article 5, § 2, litera *a*, bénéficie d'une allocation annuelle équivalente à l'allocation de Cabinet prévue pour les conseillers par l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mai 2000 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2001.

§ 2. Les agents visés à l'article 5, § 2, literas *b* et *c*, bénéficient d'une allocation annuelle équivalente à l'allocation de Cabinet prévue pour les attachés par l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mai 2000 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2001.

§ 3. L'agent visé à l'article 5, § 2, litera *d*, bénéficie d'une allocation annuelle équivalente à l'allocation de Cabinet prévue pour les agents d'exécution par l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mai 2000 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2001.

§ 4. La situation pécuniaire des agents de la Cellule qui, sans faire partie des services du Gouvernement, appartiennent toutefois à un Ministère, à un service de l'Etat, à un autre service public, à une entreprise publique visée dans la loi du 21 mars 1991, à un organisme d'intérêt public, à un établissement d'utilité publique visé dans la loi du 27 juin 1921, à une personne morale de droit public créée sur la base de l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ou à un établissement d'enseignement subventionné, est réglée comme suit :

1° lorsque l'employeur consent à poursuivre le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation annuelle prévue à l'article 9, lorsque l'employeur réclame le traitement, la Région wallonne rembourse au service d'origine la rétribution de l'agent de la Cellule, l'allocation de pécule de vacances, la prime de fin d'année et toute autre allocation et indemnité calculées conformément aux dispositions applicables aux agents de la Cellule dans leur organisme d'origine, majorées, le cas échéant, des charges patronales;

2° lorsque l'employeur suspend le paiement du traitement, l'intéressé obtient une allocation annuelle tenant lieu de traitement, majorée de l'allocation annuelle prévue à l'article 9 qui ne peut toutefois dépasser, ni être inférieure à la rétribution majorée des compléments de traitement, primes et indemnités diverses au sens large et de l'allocation que l'intéressé obtiendrait au cas où les dispositions citées sous 1° lui seraient applicables.

Art. 10. Les agents de la Cellule ne peuvent bénéficier d'aucun autre complément de rémunération que les allocations visées aux articles 7, § 2, et 9 du présent arrêté.

Art. 11. Sans préjudice de l'article 10, les agents visés à l'article 5, § 2, literas *c* et *d*, bénéficient des allocations familiales, de l'allocation de naissance, de l'allocation de foyer ou de résidence, du pécule de vacances, de la prime de fin d'année et de toute autre allocation aux taux et aux conditions prévues pour le personnel des services du Gouvernement.

Art. 12. § 1^{er}. Les dispositions prévues pour les membres du personnel des Ministères wallons et organismes d'intérêt publics, soumis aux statuts des fonctionnaires de la Région, en matière de frais de séjour et de frais de parcours, résultant de déplacements pour les besoins du service et d'utilisation de transports en commun, sont applicables mutatis mutandis aux agents de la Cellule.

§ 2. Une indemnité forfaitaire annuelle pour frais de séjour peut être octroyée aux agents visés à l'article 5, § 2, du présent arrêté, en remplacement des chèques-repas.

Le montant de l'indemnité est fixé par référence aux indemnités prévues par l'article 21, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mai 2000 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2001; le montant de l'indemnité est équivalent :

a) à l'indemnité de conseiller pour l'agent de niveau 1 visé à l'article 5, § 2, litera *a*;

b) à l'indemnité d'attaché pour les agents de niveau 1 visés à l'article 5, § 2 literas *b* et *c*;

c) à l'indemnité de personnel d'exécution pour l'agent de niveau 2+ visé à l'article 5, § 2, *littera d*.

L'indemnité est due par mois à terme échu et peut être proratisée en cas de prestation à temps partiel.

L'indemnité n'est accordée que lorsque la fonction à laquelle elle est attachée est, au cours d'un même mois, exercée pendant une durée de plus de cinq jours.

L'indemnité est maintenue pendant les absences ne dépassant pas, au cours d'un même mois, cinq jours.

Lorsque l'indemnité n'est pas due pour un mois entier, elle est liquidée prorata temporis à raison de 1/30^e du montant mensuel par jour.

Art. 13. Les allocations visées aux articles 7 et 9 sont payées mensuellement à terme échu. L'allocation mensuelle est égale à 1/12^e du montant annuel. Lorsque l'allocation mensuelle n'est pas due entièrement, elle est payée en trentièmes, conformément à la règle prévue par le statut pécuniaire du personnel des Ministères.

Art. 14. § 1^{er}. Le Ministre du Budget peut accorder suivant les conditions reprises ci-après une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont occupé une fonction dans la Cellule visée à l'article 1^{er} du présent arrêté et qui ne bénéficient d'aucun revenu professionnel ou de remplacement ou d'une pension de retraite. Une pension de survie ou le minimum de moyens d'existence accordé par un centre public d'aide sociale ne sont pas considérés comme revenu de remplacement.

§ 2. Cette allocation forfaitaire comprend :

- un mois d'allocation tenant lieu de traitement pour une période d'activité ininterrompue de trois à six mois;
- deux mois d'allocation tenant lieu de traitement pour une période d'activité ininterrompue de six mois à un an;
- trois mois d'allocation tenant lieu de traitement pour une période d'activité ininterrompue d'un an à dix-huit mois;
- quatre mois d'allocation tenant lieu de traitement pour une période d'activité ininterrompue de dix-huit mois à deux ans;
- maximum cinq mois d'allocation tenant lieu de traitement pour une période d'activité ininterrompue de deux ans et plus.

§ 3. L'allocation de départ est octroyée par mensualités. La condition d'attribution est l'introduction chaque mois par l'intéressé d'une déclaration sur l'honneur, dans laquelle il apparaît que, pour la période concernée, il n'a exercé aucune activité professionnelle, ou qu'il se trouve, après avoir fait valoir ses droits, dans l'une des conditions prévues au § 4.

§ 4. En dérogation au § 1^{er}, le Ministre du Budget peut accorder une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont exercé des fonctions dans la Cellule et qui soit, sont titulaires exclusivement d'une ou de plusieurs fonctions partielles dans un service relevant d'un pouvoir législatif, un service public ou dans un établissement d'enseignement subventionné ou d'une ou plusieurs pensions à charge du Trésor, se rapportant à une ou plusieurs carrières incomplètes, soit, bénéficient d'allocations de chômage, d'indemnités légales de maladie-invalidité ou de maternité.

L'allocation de départ est alors fixée conformément au § 2 et est diminuée, après pondération, de la somme totale qui est due à l'intéressé pour la période correspondante en rétribution de fonctions incomplètes ou à titre de pension selon que le montant de l'allocation forfaitaire de départ se rapporte à l'exercice d'une prestation à temps plein ou à temps partiel et de toute manière des revenus procurés par une allocation de chômage, d'indemnités légales de maladie-invalidité ou de maternité.

§ 5. Le supplément d'allocation visé au § 2 de l'article 7 et les allocations et indemnités prévues aux articles 9, 11 et 12 ainsi que les ressources qui, suivant les dispositions au Code des impôts sur les revenus 1992 n'interviennent pas pour la détermination du nombre de personnes à charge, ne sont pas pris en considération pour la détermination de l'allocation forfaitaire de départ. Il n'est dû aucune allocation de départ aux personnes qui cessent leurs fonctions de leur propre gré.

Art. 15. Délégation est accordée au Chef de Cabinet du Ministre du Budget, pour engager et approuver toute dépense imputable sur l'allocation de base 11.01. du programme 01 de la division organique 40 du budget général des dépenses de la Région wallonne et relative aux indemnités et allocations allouées au personnel visé à l'article 5, § 2, du présent arrêté.

Art. 16. Délégation est accordée au dirigeant de la Cellule visé à l'article 5, § 1^{er}, du présent arrêté, jusqu'à concurrence d'un montant de 5.000 euros, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur l'allocation de base 12.05.01 du titre 1^{er} du programme 01 de la division organique 40 et sur l'allocation de base 74.05 du titre 2 du programme 01 de la division organique 40 du budget général des dépenses de la Région wallonne.

Art. 17. § 1^{er}. Le Service permanent d'assistance en matière administrative et pécuniaire des Cabinets (SEPAC) est chargé de l'assistance administrative en matière de personnel à la Cellule et de l'administration salariale des traitements, indemnités et allocations allouées au personnel visé à l'article 5, § 2.

§ 2. Délégation est accordée au conseiller, responsable du SEPAC, pour ordonnancer toute dépense engagée par l'ordonnateur primaire imputable sur l'allocation de base 11.01 du programme 01 de la division organique 40 du budget général des dépenses de la Région wallonne et relative aux traitements, indemnités et allocations allouées au personnel visé à l'article 5, § 2.

Art. 18. Les dispositions qui précèdent n'ont pas pour effet de dessaisir l'ordonnateur primaire du pouvoir d'engager, d'approuver et d'ordonnancer toutes dépenses visées par le présent arrêté.

Art. 19. Le Ministère de la Région wallonne met à disposition de la Cellule les locaux, les bureaux et le mobilier nécessaires au bon fonctionnement de la cellule.

L'équipement informatique est mis à disposition de la Cellule. Pour le surplus, cet équipement peut être acquis ou loué dans les conditions énoncées à l'article 20.

Art. 20. Dans le respect des dispositions régissant les marchés publics, le dirigeant de la cellule propose les contrats de services, notamment en vue de s'assurer la collaboration de bureaux de consultants pour l'assister dans sa mission. Il prépare le cas échéant les propositions d'achat qui seraient nécessaires en complément des moyens matériels visés à l'article 19.

Art. 21. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 22. Le Ministre du Budget est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 mars 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2002 — 1314

[C - 2002/27347]

**27. MÄRZ 2002 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Einrichtung einer Zelle «Steuerwesen» der Wallonischen Region.**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 87, § 1;
Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Besoldungsstatuts der Beamten der Region;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Mai 2000 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2001;

In der Erwägung, dass die für die Einrichtung einer ständigen, für die Region spezifischen, mit der Durchführung der Gesamtheit der steuerrechtlichen Befugnisse beauftragten administrativen Struktur unerlässliche Voraussetzung die Einrichtung einer Zelle «Steuerwesen» ist, die insbesondere aus Sachverständigen besteht, und deren Aufgabe darin besteht, eine Analyse von Funktionen, Verfahren, Bestandsaufnahmen von menschlichen und logistischen Mitteln zu bewerkstelligen und die Übertragung der Dienststellen der Föderalebene und der Französischen Gemeinschaft zu der Wallonischen Region vorzubereiten;

In der Erwägung, dass es von Bedeutung ist, dass diese Zelle insbesondere aus Beamten des Föderalstaates, die diese steuerrechtlichen Befugnisse beherrschen, besteht;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 13. Juli 2001 zur Refinanzierung der Gemeinschaften und Erweiterung der steuerrechtlichen Zuständigkeiten der Regionen;

Aufgrund des am 27. Februar 2002 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 28. Februar 2002 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des am 22. März 2002 ausgefertigten Protokolls Nr. 346 des Sektorenausschusses XVI;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass es von Bedeutung ist, diese administrative Struktur unverzüglich einzurichten, um die Zielvorstellungen einzuhalten, die die Wallonische Regierung hinsichtlich der Ausübung der steuerrechtlichen Befugnisse verfolgt;

In der Erwägung, dass es von Bedeutung ist, der Bereitstellung von Personal eine vorschriftsmäßige Grundlage zu geben;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Bei der Wallonischen Regierung wird eine vorläufige Zelle «Steuerwesen» eingerichtet, die damit beauftragt wird, sie bei der Durchführung der Übertragung der steuerrechtlichen Befugnisse zu unterstützen, die im Sondergesetz vom 13. Juli 2001 zur Abänderung des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 erwähnt werden; weiter unten wird sie «die Zelle» genannt.

Sie wird unmittelbar unter die Aufsicht des Ministers des Haushalts gestellt;

Die Zelle wird für eine Dauer von drei Jahren eingerichtet.

Die Wallonische Regierung wird durch einen Erlass über das Ende des Auftrags befinden.

Art. 2 - Die Zelle hat zur Aufgabe, die Wallonische Regierung bei der Durchführung der Übertragung der steuerrechtlichen Befugnisse zu unterstützen, die in Artikel 3 des Sondergesetzes vom 13. Juli 2001 zur Abänderung des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 erwähnt werden.

In diesem Sinne wird sie insbesondere:

1° die administrative und die technische Begleitung der beiden steuerrechtlichen Zusammenarbeitsabkommen gewährleisten (Agentur für die erbebezogene Information und Informationsaustausch);

2° die Analyse der Mittel und der Ressourcen, die jeder in Artikel 3 des Finanzierungsgesetzes erwähnten regionalen Abgabe und Steuer zugeteilt werden, durchführen und die Kostenstrukturen ausfertigen;

3° einen Zweckmäßigkeitsbericht über die Transferierung, je nach Steuerkategorie, der Erhebungsdienststellen der Französischen Gemeinschaft und des Föderalstaates zur Region erstellen;

4° einen operativen Plan zur Übertragung der Mittel in Bezug auf menschliche Ressourcen, Informatik und administrative Logistik zur Region erstellen;

5° Empfehlungen über eine Umorganisation der Gesamtheit der zu transferierenden Dienststellen unterbreiten, wobei insbesondere die Beitreibungsordnung vom 6. Mai 1999 zu berücksichtigen ist, indem man nach einiger Zeit die Integration dieser Dienststellen in die zukünftige steuerrechtliche Struktur anstrebt;

6° einen Gesamtplan zur Organisation der neuen steuerrechtlichen Dienststellen auf der Ebene der Region erstellen, und folglich, eine administrative Struktur vorschlagen, in die sie aufgenommen werden können;

7° die eigentliche Transferierung der verschiedenen regionalen, gemeinschaftlichen und föderalen Dienststellen in die regionale Steuerverwaltung organisieren.

Art. 3 - Jeder Auftrag ist Gegenstand eines operativen Arbeitsplans, der die verfolgten Zielvorstellungen, eine Beschreibung der zu bewerkstelligenden Aktionen und der zuzuteilenden Mittel sowie einen Terminplan enthält.

Dieser Arbeitsplan wird von dem Minister des Haushalts genehmigt.

Art. 4 - Alle drei Monate übermittelt die Zelle einen Tätigkeitsbericht an den Minister des Haushalts, in dem die Tätigkeiten der Zelle auf synthetische Art beschrieben werden.

Alle drei Monate erstattet der Minister des Haushalts Bericht über den Fortgang der Arbeiten der Zellen an die Wallonische Regierung.

Art. 5 - § 1. Die Zelle wird von einem Berater geleitet, der nach einem Verhandlungsverfahren mit Bekanntmachung benannt wird. Dieser Berater wird das Profil eines höheren Managers der Privatwirtschaft haben und außerdem eine bedeutsame Erfahrung in einer föderalen Steuerverwaltung besitzen.

§ 2. Außer dem in § 1 erwähnten Leiter der Zelle besteht das Personal der Zelle «Steuerwesen» aus:

a) einem Bediensteten der Stufe 1 der föderalen Steuerverwaltung, der mindestens die Gehaltsstufe 10S3 erreicht hat;

b) einem Bediensteten der Stufe 1 der föderalen Steuerverwaltung, der mindestens die Gehaltsstufe 10S2 erreicht hat;

c) fünf Bediensteten der Stufe 1;

d) einem Bediensteten der Stufe 2+.

§ 3. Die im vorliegenden Artikel erwähnten Personen werden von der Wallonischen Regierung auf Vorschlag des Ministers des Haushalts bezeichnet.

Art. 6 - Die Gehälter der von der Wallonischen Regierung benannten Bediensteten gehen zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Region.

Art. 7 - § 1. Vorbehaltlich des Artikels 9 wird den Bediensteten der in Artikel 1 erwähnten Zelle, die dem Personal der Dienststellen der Regierung oder jeglicher öffentlichen Dienststelle im Allgemeinen nicht angehören, eine als Gehalt zu betrachtende Zuwendung gewährt, die gemäß den nachstehenden auf das Personal der Ministerien anwendbaren Gehaltsstufen festgesetzt wird:

A5: für einen Bediensteten der Stufe 1;

A6: für die anderen Bediensteten der Stufe 1;

B1: für den Bediensteten der Stufe 2+.

§ 2. Der in § 1 des vorliegenden Artikels erwähnte Bedienstete der Stufe 2+ bezieht eine Zuwendungszulage in Höhe der Zuwendungszulage, die in Artikel 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Mai 2000 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung, abgeändert durch den Erlass der wallonischen Regierung vom 19. Juli 2001, für das ausführende Personal vorgesehen ist.

Art. 8 - § 1. Wenn das in Artikel 5, § 2, unter c und d erwähnte Personal schon die Eigenschaft als Bediensteter der Dienststellen der Regierung besitzt, wird es für die Dauer seiner Benennung von seiner Dienststelle entsandt.

§ 2. Das Gehalt sowie die Mahlzeitschecks der Beamten und der Vertragsbediensteten, die von den Dienststellen der Regierung entsandt werden, bleiben zu Lasten von Letzteren. Die Vertragsbediensteten der Dienststellen der Regierung behalten, so wie es für die statutarischen Personalmitglieder der Fall ist, ihr Gehalt zuzüglich der in Artikel 9 erwähnten Zuwendungszulage.

Art. 9 - Den in die Zelle entsandten Bediensteten wird eine wie folgt berechnete Zuwendung gewährt:

§ 1. Der in Artikel 5, § 2, unter c erwähnte Bedienstete bezieht eine jährliche Zuwendung in Höhe der Kabinettszuwendung, die in Artikel 13 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Mai 2000 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2001, für die Berater vorgesehen ist.

§ 2. Die in Artikel 5, § 2, unter b und c erwähnten Bediensteten beziehen eine jährliche Zuwendung in Höhe der Kabinettszuwendung, die in Artikel 13 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Mai 2000 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2001, für die Attachés vorgesehen ist.

§ 3. Der in Artikel 5, § 2, unter d erwähnte Bedienstete der Stufe 2+ bezieht eine jährliche Zuwendung, die in Artikel 13 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Mai 2000 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2001, für die ausführenden Bediensteten vorgesehen ist.

§ 4. Die Besoldungslage der Bediensteten der Zelle, die ohne den Dienststellen der Regierung anzugehören, trotzdem einem Ministerium, einer staatlichen Dienststelle, einer anderen Dienststelle, einem in dem Gesetz vom 21. März 1991 erwähnten staatlichen Unternehmen, einer Einrichtung öffentlichen Interesses, einer im Gesetz vom 27. Juni 1921 erwähnten gemeinnützigen Einrichtung, einer auf der Grundlage des Artikels 9 des Sondergesetzes über institutionelle Reformen vom 8. August 1980 gegründeten juristischen Person öffentlichen Rechts, oder einer bezuschussten Unterrichtseinrichtung angehören, wird wie folgt geregelt:

1° wenn der Arbeitgeber mit der Auszahlung des Gehaltes einverstanden ist, bezieht der Betroffene die in Artikel 9 vorgesehene jährliche Zuwendungszulage; wenn der Arbeitgeber das Gehalt zurückfordert, erstattet die Wallonische Region der ursprünglichen Dienststelle das Gehalt des Bediensteten der Zelle, das Urlaubsgeld, die Jahreszulage und jegliche andere Zulage und Entschädigung zurück, gemäß den auf die Bediensteten der Zelle in ihrer ursprünglichen Dienststelle anwendbaren Bestimmungen berechnet, gegebenenfalls zuzüglich der Arbeitgeberlasten;

2° wenn der Arbeitgeber die Auszahlung des Gehalts einstellt, bezieht der Betroffene die das Gehalt ersetzende jährliche Zuwendung, zuzüglich der in Artikel 9 vorgesehenen jährlichen Zuwendung, die aber weder größer noch kleiner sein darf als das Gehalt zuzüglich der Gehaltszulagen, der Prämien und der verschiedenen Vergütungen im weiteren Sinne und der Zuwendung, die der Betroffene beziehen würde, falls die unter 1° erwähnten Bestimmungen auf ihn anwendbar wären.

Art. 10 - Die Bediensteten der Zelle können keine andere Gehaltsergänzung als die in den Artikeln 7, § 2 und 9 des vorliegenden Erlasses erwähnten Zuwendungen beziehen.

Art. 11 - Vorbehaltlich des Artikels 10 beziehen die in Artikel 5, § 2, unter c und d erwähnten Bediensteten Kinderzulagen, die Geburtszulage, die Haushalts- und die Wohnsitzzulage, das Urlaubsgeld, die Jahresendzulage und jegliche andere Zuwendung in der Höhe und unter den Bedingungen, die für das Personal der Dienststellen der Regierung vorgesehen sind.

Art. 12 - § 1. Die Bestimmungen, die für die Mitglieder des Personals der wallonischen Ministerien und Einrichtungen öffentlichen Interesses vorgesehen sind, die dem Statut der Beamten der Region in Bezug auf mit Dienstfahrten und mit der Benutzung von öffentlichen Verkehrsmitteln verbundene Aufenthaltskosten und Dienstfahrtkosten unterliegen, sind mutatis mutandis auf die Bediensteten der Zelle anwendbar.

§ 2. Eine jährliche pauschale Vergütung für Aufenthaltskosten kann den in Artikel 5, § 2, erwähnten Bediensteten als Ersatz für die Mahlzeitschecks gewährt werden.

Der Betrag der Vergütung wird unter Bezugnahme auf die in Artikel 21, § 3, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Mai 2000 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2001, vorgesehenen Vergütungen festgesetzt; der Betrag der Vergütung entspricht:

- a) der Vergütung für einen Berater, was den in Artikel 5, § 2, unter a erwähnten Bediensteten der Stufe 1 betrifft;
- b) der Vergütung für einen Attaché, was die in Artikel 5, § 2, unter b und c erwähnten Bediensteten der Stufe 1 betrifft;
- c) der Vergütung für einen ausführenden Bediensteten, was den in Artikel 5, § 2, unter d erwähnten Bediensteten der Stufe 2+ betrifft.

Die Vergütung ist pro Monat und nachträglich zu zahlen und kann prorata temporis gerechnet werden, falls der Bedienstete einer Teilzeitbeschäftigung nachgeht.

Die Vergütung wird nur dann gewährt, wenn die Funktion, mit welcher sie verbunden ist, während mehr als fünf Tagen innerhalb eines Monats ausgeübt wird.

Die Vergütung wird während der Abwesenheitszeiten, die fünf Tage innerhalb eines Monats nicht übersteigen, aufrechterhalten.

Wenn die Vergütung nicht für einen ganzen Monat zu zahlen ist, wird sie prorata temporis auf der Grundlage von 1/30. des monatlichen Betrags pro Tag ausgezahlt.

Art. 13 - Die in den Artikeln 7 und 9 erwähnten Vergütungen werden monatlich und nachträglich ausgezahlt. Die monatliche Vergütung entspricht 1/12. des jährlichen Betrags. Wenn die monatliche Vergütung nicht für einen ganzen Monat zu zahlen ist, wird sie in Dreißigsteln gemäß den in dem Besoldungsstatut des Personals der Ministerien vorgesehenen Regeln ausgezahlt.

Art. 14 - § 1. Der Minister des Haushalts kann unter den weiter unten erwähnten Bedingungen den Personen, die eine Funktion in der in Artikel 1 des vorliegenden Erlasses erwähnten Zelle ausgeübt haben, und die kein berufliches Einkommen, kein Ersatzeinkommen oder keine Ruhestandspension beziehen, eine pauschale Ausscheidensvergütung gewähren. Eine Überlebenspension oder das durch ein öffentliches Sozialhilfzentrum gewährte Existenzminimum wird nicht als Ersatzeinkommen betrachtet.

§ 2. Diese pauschale Vergütung enthält:

- bei einer ununterbrochenen Tätigkeitsperiode von drei bis sechs Monaten den Gegenwert von einem Monat der das Gehalt ersetzenden Vergütung;
- bei einer ununterbrochenen Tätigkeitsperiode von sechs bis zwölf Monaten den Gegenwert von zwei Monaten der das Gehalt ersetzenden Vergütung;
- bei einer ununterbrochenen Tätigkeitsperiode von zwölf bis achtzehn Monaten den Gegenwert von drei Monaten der das Gehalt ersetzenden Vergütung;
- bei einer ununterbrochenen Tätigkeitsperiode von achtzehn bis vierundzwanzig Monaten den Gegenwert von vier Monaten der das Gehalt ersetzenden Vergütung;
- bei einer ununterbrochenen Tätigkeitsperiode von zwei Jahren und mehr den Gegenwert von fünf Monaten der das Gehalt ersetzenden Vergütung.

§ 3. Die Ausscheidensvergütung wird in Monatsraten ausgezahlt. Die Bedingung zu deren Gewährung ist, dass der Betroffene jeden Monat eine ehrenwörtliche Erklärung einreicht, in welcher versichert wird, dass er während des betroffenen Zeitraums keine berufliche Tätigkeit ausgeübt hat, oder dass er in einem der in § 4 vorgesehenen Verhältnisse steht.

§ 4. In Abweichung von § 1 kann der Minister des Haushalts eine pauschale Ausscheidensvergütung den Personen gewähren, die in der Zelle tätig gewesen sind, und die entweder Inhaber von ausschließlich einem oder mehreren teilweisen Ämtern in einer Dienststelle, die einer gesetzgebenden Behörde unterliegt, in einer öffentlichen Dienststelle oder in einer bezuschussten Unterrichtseinrichtung sind, oder die eine oder mehrere Pensionen zu Lasten der Staatskasse beziehen, die sich auf eine oder mehrere unvollständige Karrieren beziehen, oder aber Arbeitslosengeld, gesetzliche Entschädigungen bei Krankheit, Invalidität oder Mutterschaft beziehen.

Die Ausscheidensvergütung wird dann gemäß § 2 festgesetzt und wird, nach Gewichtung, um die Gesamtsumme reduziert, die dem Betroffenen für den entsprechenden Zeitraum als Entgelt für eine unvollständige Funktion oder als Pension zusteht, je nachdem der Betrag der pauschalen Ausscheidensvergütung sich auf das Ausüben einer ganztägigen Beschäftigung oder einer Teilzeitbeschäftigung bezieht, und auf jeden Fall um die mit dem Arbeitslosengeld, mit den gesetzlichen Entschädigungen bei Krankheit, Invalidität oder Mutterschaft verbundenen Einkünfte.

§ 5. Die in Artikel 7, § 2 erwähnte Zuwendungszulage und die in den Artikeln 9, 11 und 12 vorgesehenen Zuwendungen und Vergütungen sowie die Einkünfte, die gemäß den Bestimmungen des Einkommensteuergesetzbuches für 1992 nicht bei der Festsetzung der Unterhaltsberechtigten zu berücksichtigen sind, werden bei der Festsetzung der pauschalen Ausscheidensvergütung nicht berücksichtigt. Die Personen, die aus eigenem Antrieb ihre Tätigkeit einstellen, beziehen keine Ausscheidensvergütung.

Art. 15 - Der Kabinettschef des Ministers des Haushalts wird bevollmächtigt, um jegliche Ausgabe einzugehen und zu genehmigen, die auf die Basiszuwendung 11.01 des Programms 01 des Organisationsbereichs 40 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region anrechenbar ist, und die mit den Vergütungen und Zuwendungen, die dem in Artikel 5, § 2, erwähnten Personal gewährt werden, verbunden ist.

Art. 16 - Der Leiter der in Artikel 5, § 1, des vorliegenden Erlasses erwähnten Zelle wird bevollmächtigt, um jegliche Ausgabe bis zu dem Betrag von 5.000 Euro einzugehen, zu genehmigen und anzuweisen, die auf die Basiszuwendung 12.05.01 des Titels 1 des Programms 01 des Organisationsbereichs 40 und auf die Basiszuwendung 74.05 des Titels 2 des Programms 01 des Organisationsbereichs 40 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region anrechenbar ist.

Art. 17 - § 1. Die ständige Dienststelle zur Unterstützung der Kabinette bei Verwaltungs- und Besoldungsangelegenheiten (SEPAC) wird mit der administrativen Unterstützung in Bezug auf das Personal der Zelle und mit der Verwaltung der dem in Artikel 5, § 2, erwähnten Personal gewährten Gehälter, Vergütungen und Zuwendungen beauftragt.

§ 2. Der für die SEPAC verantwortliche Berater wird bevollmächtigt, um jegliche von dem ersten Anweisungsbefugten eingegangene Ausgabe zur Zahlung anzuordnen, die auf die Basiszuwendung 11.01 des Programms 01 des Organisationsbereichs 40 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region anrechenbar ist, und die mit dem Gehalt, den Vergütungen und den Zuwendungen, die dem in Artikel 5, § 2, erwähnten Personal gewährt werden, verbunden ist.

Art. 18 - Die weiter oben stehenden Bestimmungen bewirken nicht, dass dem ersten Anweisungsbefugten seine Befugnis, alle in dem vorliegenden Erlass erwähnten Ausgaben einzugehen, zu genehmigen und zur Zahlung anzuordnen, entzogen wird.

Art. 19 - Das Ministerium der Wallonischen Region stellt der Zelle die Räumlichkeiten, die Büros und das Mobiliar, die für deren reibungsloses Funktionieren nötig sind, zur Verfügung.

Das Computersystem wird der Zelle zur Verfügung gestellt. Dieses System kann außerdem unter den in Artikel 20 erwähnten Bedingungen erworben bzw. gemietet werden.

Art. 20 - Unter Einhaltung der für die öffentlichen Aufträge geltenden Bestimmungen schlägt der Leiter der Zelle die Dienstleistungsverträge vor, insbesondere um die Kooperation von Beratungsbüros, die ihn bei der Durchführung seines Auftrags unterstützen können, sicherzustellen. Gegebenenfalls bereitet er die Vorschläge bezüglich Anschaffungen vor, die zuzüglich der in Artikel 19 erwähnten materiellen Mittel notwendig wären.

Art. 21 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 22 - Der Minister des Haushalts wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. März 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2002 — 1314

[C — 2002/27347]

**27 MAART 2002. — Besluit van de Waalse Regering
houdende oprichting van een Fiscale Cel van het Waalse Gewest**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 1;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van het Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 mei 2000 betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Waalse Regering, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2001;

Overwegende dat de oprichting van een vaste administratieve structuur eigen aan het Gewest die belast is met de uitvoering van alle fiscale bevoegdheden voorafgegaan moet worden door de oprichting van een fiscale cel die meer bepaald bestaat uit deskundigen die als opdracht hebben de uitvoering van analysewerkzaamheden met betrekking op de functies, de procedures, het opstellen van een inventaris van personele en logistieke middelen, evenals de voorbereiding van de overheveling van de diensten van de federale Overheid en de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest;

Overwegende dat het van belang is dat bedoelde cel meer bepaald samengesteld wordt uit federale ambtenaren die bedoelde fiscale bevoegdheden beheersen;

Gelet op de bijzondere wet van 13 juli 2001 tot herfinanciering van de Gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de Gewesten;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 februari 2002;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 28 februari 2002;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op het protocol nr. 346 van Sectorcomité XVI, opgesteld op 22 maart 2002;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat bedoelde administratieve structuur geïmplementeerd dient te worden zodat de doelstellingen die de Waalse Regering voor ogen heeft op het vlak van de uitoefening van de fiscale bevoegdheden, bereikt kunnen worden;

Overwegende dat er in een regelgevende grondslag voor de terbeschikkingstelling van het personeel voorzien dient te worden;

Op de voordracht van de Minister van Begroting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Er wordt een voorlopige Fiscale Cel bij de Waalse Regering opgericht, met als opdracht de Regering bij te staan in de uitvoering van de overheveling van de fiscale bevoegdheden vermeld in de bijzondere wet van 13 juli 2001 tot wijziging van de bijzondere wet van 16 januari 1989; hierna genoemd « de Cel ».

Bedoelde cel wordt rechtstreeks onder het gezag van de Minister van Begroting geplaatst.

Hij wordt opgericht voor een duur van drie jaar.

De Waalse Regering beslist bij besluit over de datum waarop de opdracht beëindigd wordt.

Art. 2. De Cel heeft als opdracht de Waalse Regering bij te staan in de uitvoering van de overheveling van de fiscale bevoegdheden bedoeld in artikel 3 van de bijzondere financieringswet van 13 juli 2001 tot wijziging van de bijzondere wet van 16 januari 1989.

In die zin waakt bedoelde cel erover :

1° dat de administratieve en technische opvolging van beide fiscale samenwerkingsakkoorden (Agentschap voor Vermogensinformatie en informatie-uitwisseling) verricht wordt;

2° dat de analyse van de middelen die gebruikt worden voor elke gewestelijke belasting bedoeld in artikel 3 van de financieringswet uitgevoerd wordt en dat de kostenstructuur opgesteld wordt;

3° dat er een verslag wordt opgesteld over de doelmatigheid van de overheveling, per belastinggeheel, van de inrichtingen van de Franse Gemeenschap en van de federale Overheid naar het Gewest;

4° dat er een operationeel overhevelingsplan wordt opgesteld met betrekking tot de personele middelen, de bestuursinformatica en -logistiek naar het Gewest;

5° dat er aanbevelingen worden geformuleerd over een herorganisatie van alle over te hevelen diensten, rekening houdend meer bepaald met het inrichtingswetboek van 6 mei 1999 met het oog op hun uiteindelijke integratie in de toekomstige fiscale structuur;

6° dat er op gewestelijk vlak een globaal organisatieschema wordt opgesteld van de nieuwe belastingdiensten en dat er diensgevolge een administratieve structuur wordt voorgesteld waarin bedoelde diensten ondergebracht kunnen worden;

7° dat de daadwerkelijke overheveling van de verschillende gewestelijke, gemeenschaps- en federale diensten naar de gewestelijke belastingadministratie georganiseerd wordt.

Art. 3. Voor elke opdracht wordt er een operationeel plan uitgewerkt met de vooropgestelde doelstellingen, een omschrijving van de uit te voeren acties en de in te zetten middelen, evenals een tijdschema.

Bedoeld plan wordt door de Minister van Begroting goedgekeurd.

Art. 4. De Cel stelt om de drie maanden een activiteitenverslag op ten behoeve van de Minister van Begroting, waarin de werkzaamheden van de Cel samenvattend omschreven worden.

De Minister van Begroting brengt elk kwartaal verslag uit aan de Waalse Regering over de stand van de werkzaamheden van de Cel.

Art. 5. § 1. De Cel wordt geleid door een consultant die aangewezen wordt na een onderhandelingsprocedure met bekendmaking. Bedoelde consultant moet over het profiel beschikken van een hoger opgeleid manager in de privé-sector met bovendien een significante ervaring in een federale belastingadministratie.

§ 2. Naast de leider van de Cel bedoeld in § 1 bestaat de Fiscale Cel verder uit :

a) een personeelslid van niveau 1 van de federale belastingadministratie die houder is van een loonschaal van minimum 10 S3;

b) een personeelslid van niveau 1 van de federale belastingadministratie die houder is van een loonschaal van minimum 10 S2;

c) vijf personeelsleden van niveau 1;

d) een personeelslid van niveau 2+.

§ 3. De personen bedoeld in dit artikel worden aangewezen door de Waalse Regering, op de voordracht van de Minister van Begroting.

Art. 6. De wedden van de personeelsleden aangewezen door de Waalse Regering gaan ten laste van de begroting van het Waalse Gewest.

Art. 7. § 1. Onverminderd artikel 9 wordt de personeelsleden van de Cel bedoeld in artikel 1 die geen deel uitmaken van het personeel van de diensten van de Waalse Regering of, meer in het algemeen, van om het even welke overheidsdienst een toelage toegewezen in plaats van de wedde, vastgesteld volgens de hiernavolgende loonschalen van toepassing op het personeel van de Ministeries :

A5 : voor een personeelslid van niveau 1;

A6 : voor de andere personeelsleden van niveau 1;

B1 : voor het personeelslid van niveau 2+.

§ 2. Het personeelslid van niveau 2+, bedoeld in § 1 van dit artikel, krijgt een bijkomende toelage die gelijk is aan de bijkomende toelage voorzien voor het uitvoerend personeel bij artikel 12 van het besluit van de Waalse Regering van 26 mei 2000 betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Waalse Regering, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2001.

Art. 8. § 1. Indien het personeel bedoeld in artikel 5, § 2, letters *c* en *d*, reeds de hoedanigheid van personeelslid van de diensten van de Regering bezit, wordt het gedetacheerd uit de dienst waar het te werk is gesteld voor de duur van de aanwijzing.

§ 2. De bezoldiging, evenals de maaltijdcheques van de ambtenaren en de contractuele personeelsleden die gedetacheerd zijn uit de diensten van de Regering blijven ten laste van laatstgenoemden. De contractuele personeelsleden van de diensten van de Regering behouden op dezelfde wijze als de statutaire personeelsleden hun bezoldiging vermeerderd met de toelage bedoeld in artikel 9.

Art. 9. Er wordt aan de personeelsleden die naar de Cel worden gedetacheerd een toelage verleend die vastgesteld is als volgt :

§ 1. Het personeelslid bedoeld in artikel 5, § 2, letter *a*, krijgt een jaarlijkse toelage die gelijk is aan de kabinetstoelage die voorzien is voor adviseurs bij artikel 13 van het besluit van de Waalse Regering van 26 mei 2000 betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Waalse Regering, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2001.

§ 2. De personeelsleden bedoeld in artikel 5, § 2, letters *b* en *c*, krijgen een jaarlijkse toelage die gelijk is aan de kabinetstoelage die voorzien is voor attachés bij artikel 13 van het besluit van de Waalse Regering van 26 mei 2000 betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Waalse Regering, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2001.

§ 3. Het personeelslid bedoeld in artikel 5, § 2, letter *d*, krijgt een jaarlijkse toelage die gelijk is aan de kabinetstoelage die voorzien is voor uitvoerende personeelsleden bij artikel 13 van het besluit van de Waalse Regering van 26 mei 2000 betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Waalse Regering, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2001.

§ 4. De geldelijke toestand van de personeelsleden van de Cel die zonder deel uit te maken van de diensten van de Regering evenwel deel uitmaken van een Ministerie, een dienst van het Rijk of een andere overheidsdienst, van een overheidsbedrijf bedoeld in de wet van 21 maart 1991, een instelling van openbaar nut bedoeld in de wet van 27 juni 1921, publiekrechtelijke rechtspersoon opgericht op grond van artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, of van een gesubsidieerde onderwijsinstelling, wordt als volgt geregeld :

1° indien de werkgever ermee instemt om de wedde verder te betalen, krijgt de betrokken persoon de jaarlijkse toelage voorzien bij artikel 9; indien de werkgever de wedde eist, betaalt het Waalse Gewest aan de oorspronkelijke dienst de bezoldiging van het personeelslid van de Cel, het vakantiegeld, de eindejaarstoelage en elke andere toelage en vergoeding terug zoals berekend overeenkomstig de bepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden van de Cel in hun oorspronkelijke instelling, eventueel vermeerderd met de werkgeversbijdragen;

2° indien de werkgever de betaling van het loon opschort, krijgt de betrokken persoon een jaarlijkse toelage in de plaats van de wedde, vermeerderd met de jaarlijkse toelage voorzien bij artikel 9 die evenwel noch meer noch minder mag bedragen dan de bezoldiging vermeerderd met de bijkomende weddebedragen, premies en vergoedingen allerhande in ruime zin en met de toelage die de betrokken persoon zou krijgen indien de bepalingen onder 1° op hem van toepassing zouden zijn.

Art. 10. De personeelsleden van de Cel kunnen geen enkele andere bijkomende vergoeding krijgen dan de toelagen bedoeld in de artikelen 7, § 2, en 9 van dit besluit.

Art. 11. Onverminderd artikel 10 krijgen de personeelsleden bedoeld in artikel 5, § 2, letters *c* en *d*, kindergeld, geboortepremie, haard- of standplaatstoelage, vakantiegeld, eindejaarspremie en enige andere vergoeding tegen de percentages en de voorwaarden voorzien voor het personeel van de diensten van de Regering.

Art. 12. § 1. De bepalingen voorzien voor de leden van het personeel van de Waalse ministeries en openbare instellingen op wie de statuten van de ambtenaren van het Gewest van toepassing zijn inzake verblijf- en rondreiskosten voortvloeiende uit dienstreizen en uit het gebruik van het openbaar vervoer, zijn mutatis mutandis van toepassing op de personeelsleden van de Cel.

§ 2. Er kan een jaarlijkse forfaitaire vergoeding voor verblijfkosten verleend worden aan de personeelsleden bedoeld in artikel 5, § 2, van dit besluit, ter vervanging van de maaltijdcheques.

Het bedrag van de vergoeding wordt vastgesteld met verwijzing naar de vergoedingen voorzien bij artikel 21, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 26 mei 2000 betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Waalse Regering, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2001; het bedrag van de vergoeding beantwoordt aan :

- a) de vergoeding van een adviseur voor het personeelslid van niveau 1 bedoeld in artikel 5, § 2, letter *a*;
- b) de vergoeding van een attaché voor de personeelsleden van niveau 1 bedoeld in artikel 5, § 2, letters *b* en *c*;
- c) de vergoeding van het uitvoerend personeel voor het personeelslid van niveau 2+ bedoeld in artikel 5, § 2, letter *d*.

De vergoeding is verschuldigd per maand, op het einde van de termijn en kan in geval van deeltijdse arbeid prorata temporis worden uitbetaald.

De vergoeding wordt enkel verleend indien het ambt waaraan hij verbonden is, tijdens één en dezelfde maand gedurende meer dan vijf dagen wordt uitgeoefend.

De vergoeding blijft behouden tijdens afwezigheden die niet langer duren dan vijf dagen tijdens één en dezelfde maand.

Indien de vergoeding niet verschuldigd is voor de volle maand, wordt ze pro rata temporis uitbetaald naar rato van één dertigste van het maandbedrag per dag.

Art. 13. De toelagen bedoeld in de artikelen 7 en 9 worden maandelijks na afloop van de termijn betaald. De maandelijks toelage is gelijk aan één twaalfde van het jaarlijks bedrag. Indien de maandelijks toelage niet volledig verschuldigd is, wordt hij in dertigsten betaald, overeenkomstig de regel voorzien bij het geldelijk statuut van het personeel van de Ministeries.

Art. 14. § 1. De Minister van Begroting kan volgens de hiernavermelde voorwaarden een forfaitaire vertrektoelage verlenen aan de personen die een ambt hebben bekleed in de Cel bedoeld in artikel 1 van dit besluit en die geen enkel beroeps- of vervangingsinkomen noch een rustpensioen genieten. Een overlevingspensioen of het bestaansminimum dat verleend wordt door een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn worden niet beschouwd als vervangingsinkomen.

§ 2. Bedoelde forfaitaire toelage houdt het volgende in :

— één maand toelage die in de plaats komt van de wedde voor een ononderbroken activiteitsperiode van drie tot zes maanden;

— twee maanden toelage die in de plaats komen van de wedde voor een ononderbroken activiteitsperiode van zes maanden tot één jaar;

— drie maanden toelage die in de plaats komen van de wedde voor een ononderbroken activiteitsperiode van één jaar tot achttien maanden;

— vier maanden toelage die in de plaats komen van de wedde voor een ononderbroken activiteitsperiode van achttien maanden tot twee jaar;

— maximum vijf maanden toelage die in de plaats komen van de wedde voor een ononderbroken activiteitsperiode van twee jaar en meer.

§ 3. De vertrektoelage wordt bij maandelijks bedragen toegekend. De voorwaarde voor toekenning ervan is dat betrokkene maandelijks een verklaring op erewoord indient waaruit blijkt dat hij tijdens de betrokken periode geen beroepsbedrijvigheid heeft uitgeoefend of dat hij na tegeldemaking van zijn rechten één van de voorwaarden voorzien in § 4 vervult.

§ 4. In afwijking van § 1 kan de Minister van Begroting een forfaitaire vertrektoelage toekennen aan de personen die functies vervuld hebben in de Cel en die ofwel uitsluitend houder zijn van één of meerdere deeltijdse functies in een dienst die onder een wetgevende macht ressorteert, bij een overheid of in een instelling van het gesubsidieerd onderwijs of van één of meerdere pensioenen ten laste van de Schatkist en die verband houden met één of meerdere onvolledige loopbanen, ofwel werkloosheidsuitkering, wettelijke ziekteverzekeringsuitkeringen of moederschapsuitkeringen genieten.

De vertrektoelage wordt dan vastgesteld overeenkomstig § 2 en wordt na afweging verminderd met het totaalbedrag dat aan betrokkene verschuldigd is voor de overeenstemmende periode ter vergoeding van onvolledige functies of als pensioen al naargelang het bedrag van de forfaitaire vertrektoelage verband houdt met de uitoefening van een voltijdse of deeltijdse prestatie en in elk geval met de inkomsten die voortvloeien uit werkloosheidsuitkering, wettelijke ziekteverzekeringsuitkeringen of moederschapsuitkeringen.

§ 5. De bijkomende toelage bedoeld in § 2 van toelage 7 en de toelagen en vergoedingen voorzien in de artikelen 9, 11 en 12 evenals de inkomsten die volgens de bepalingen van het Wetboek op de inkomstenbelastingen 1992 niet in aanmerking komen voor de bepaling van het aantal personen ten laste, worden niet in overweging genomen voor de bepaling van de forfaitaire vertrektoelage. Er is geen enkele vertrektoelage verschuldigd aan de personen die uit eigen wil hun ambt neerleggen.

Art. 15. Er wordt delegatie verleend aan de Kabinetschef van de Minister van Begroting om elke uitgave vast te leggen en goed te keuren die aangerekend kan worden op basisallocatie 11.01 van programma 01 van organisatieafdeling 40 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest en die betrekking heeft op de wedden en vergoedingen van het personeel bedoeld in artikel 5, § 2, van dit besluit.

Art. 16. Er wordt delegatie verleend aan de leider van de Cel bedoeld in artikel 5, § 1, van dit besluit om elke uitgave tot en met een bedrag van 5.000 euro vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren die aangerekend kan worden op basisallocatie 12.05.01 van titel 1 van programma 01 van organisatieafdeling 40 en op basisallocatie 75.05 van titel 2 van programma 01 van organisatieafdeling 40 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest.

Art. 17. § 1. De vaste hulpdienst voor de administratieve en geldelijke aangelegenheden van de ministeriële kabinetten is belast met de administratieve bijstand in personeelszaken voor de Cel en met de afhandeling van de wedden, vergoedingen en toelagen die worden toegekend aan het personeel bedoeld in artikel 5, § 2.

§ 2. Er wordt delegatie verleend aan de adviseur die verantwoordelijk is voor de vaste hulpdienst om elke uitgave te ordonnanceren die vastgelegd is door de eerste of afgevaardigde ordonnateur en die aangerekend kan worden op basisallocatie 11.01 van programma 01 van organisatieafdeling 40 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest en die betrekking heeft op de wedden, vergoedingen en toelagen die toegekend worden aan het personeel bedoeld in artikel 5, § 2.

Art. 18. Voorvermelde bepalingen hebben niet als gevolg de ontheffing van de eerste ordonnateur uit zijn macht om alle uitgaven bedoeld in dit besluit vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Art. 19. Het Ministerie van het Waalse Gewest stelt de lokalen, de kantoren en het meubilair die nodig zijn voor de goede werking van de cel, te zijner beschikking.

De informatica-uitrusting wordt ter beschikking van de cel gesteld. Voor het overige kan bedoelde uitrusting aangekocht of gehuurd worden tegen de voorwaarden uitgedrukt in artikel 20.

Art. 20. Mits naleving van de bepalingen ter regeling overheidsopdrachten stelt de leider van de cel dienstcontracten voor, meer bepaald met het oog op de samenwerking met consultancykantoren die hem in diens opdracht bijstaan. Hij bereidt eventueel de aankoopvoorstellen voor die noodzakelijk zouden zijn als aanvulling op de materiële middelen bedoeld in artikel 19.

Art. 21. Dit besluit treedt in werking de dag van diens bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 22. De Minister van Begroting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 maart 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN